



Décision du monarque : l'IRSN et l'ASN fusionnent de force et passent sous le joug du Commissariat à l'Energie Nucléaire et de l'Armée

Par [Coordination anti-nucléaire Sud-Est](#)

Mondialisation.ca, 05 mars 2023

coordination-antinucleaire-sudest.net 8 février 2023

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

L'homme lige de la nucléocratie, E.Macron vient d'annoncer après la réunion de son « Conseil de politique nucléaire » (créé par N.Sarkozy en 2008) - regroupant les chefs de l'armée, de la défense et sécurité nationale, du Commissariat à l'Energie Atomique, des ministres-relais des lobby de la défense/économie/finance/budget/industrie/affaires étrangères/commerce extérieur/recherche - de fusionner l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et de les soumettre au bon vouloir du Délégué - militaire- à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND) ainsi que du Commissariat à l'Energie Nucléaire (CEA). Un nouveau coup de force contre la démocratie, l'indépendance, le peuple et l'environnement.

« ... il a été décidé que les compétences techniques de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) seront réunies avec celles de l'ASN, en étant vigilant à prendre en compte les synergies, avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et le Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND) » auprès du ministre de la défense (1) Ainsi le Président-monarque vient d'acter les exigences de la [nucléocratie militaro-civile](#) : en finir avec les contrôles les empêchant de gérer entre-eux leurs sales affaires. [A force de collaborer avec la nucléocratie l'ASN](#) y a perdu des plumes tout comme son bras technique l'IRSN.

Double langage d'un groupuscule ayant fait main basse sur le pays

Une fois de plus, le double-langage de la classe régnante présente ses décisions comme une simple et évidente « Evolution de l'organisation du contrôle et de la recherche en radioprotection et sûreté nucléaire » prise lors d'un « Conseil de politique nucléaire » (2) tenue ce 3 février 2023 et excluant tout ce qui pourrait troubler leur entre-soi : parlementaires, syndicats, institutions paritaires, associations citoyennes, peuple. Après avoir détricoter [le droit de l'environnement](#), le [droit de l'urbanisme](#), les procédures de contrôles pour favoriser la construction de réacteurs nucléaires un peu partout sur le territoire.

✘ En fait ce jour là, les chefs de l'armée, de la défense et sécurité nationale, du Commissariat à l'Énergie Atomique, des ministres-relais des lobby de la défense/économie/finance/budget/industrie/affaires étrangères/commerce extérieur/recherche ont, sous couvert du cénacle « Conseil de politique nucléaire », passé en revue tous leurs enjeux militaro-financiers qu'ils souhaitent renforcer et celui du cycle du nucléaire impliquant [Areva-Orano/EDF/CEA/Armée](#).

Prétextant « [crises climatique et énergétique](#) » (dont leur caste est à l'origine) ce groupuscule autocratique a entériné la relance de la filière nucléaire soit-disant première énergie décarbonée du mix énergétique français* et une condition de la souveraineté énergétique de la France. Mon oeil! Alors que [100% de l'uranium provient de l'étranger](#), que les réacteurs nucléaires sont de l'Etats-Unien Westinghouse, que le système d'amorçage de la bombe atomique a été fourni par les services secrets anglais sur ordres des USA. On se croirait revenu au discours propagandiste des années soixante et que l'expérience de 60 ans de [maltraitance nucléaire quotidienne sur les populations et l'environnement](#) avec les rejets quotidiens de radioactivité dans l'air et dans l'eau [portant atteinte à la santé et à la vie](#), les [déchets mortels pour des centaines de milliers d'années](#), les [incidents et accidents nucléaires dans les centrales atomiques tricolores](#), les catastrophes de [Tchernobyl](#) (Russie-Ukraine) et [Fukushima-Daïchi](#) (Japon), le dérèglement climatique et [la baisse draconienne de l'eau des rivières](#) n'existaient pas.

A marche forcée comme dans n'importe quelle dictature.

✘ Cette nouvelle casse du peu d'organismes existant dans l'accompagnement/conseil du nucléaire (l'ASN n'a jamais été un « gendarme du nucléaire comme le claironne faussement les médias mainstream) vise à satisfaire la voracité des nucléocrates avec toujours le même discours libéralo-capitaliste débridé : *» fluidifier les processus d'examen technique et de prise de décision de l'ASN pour répondre au volume croissant d'activités lié à la relance de la filière nucléaire souhaitée par le Gouvernement »* Et placer sous le joug et [la loi du silence](#) des exploitants nucléaires ces organismes pour *» augmenter les synergies en matière de recherche et développement dans le domaine nucléaire contribuant ainsi à la résilience et à l'anticipation des enjeux de long terme de la filière »* (3)

La soumise Ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher (4) , a donc donné ses ordres au Président de l'ASN, [Bernard Doroszczuk](#), au Directeur général de l'IRSN, Jean-Christophe Niel, et à l'Administrateur général du CEA, François Jacq, l'un de ceux qui font la pluie et le beau temps en nucléocratie. D'ici fin février, ils devront s'exécuter et présenter de premières mesures et une méthode de travail visant à mettre en œuvre ces orientations, puis une feuille de route plus détaillée en vue de la loi de finances 2024. A marche forcée comme dans n'importe quelle dictature.

Et pas question pour l'IRSN et l'ASN d'obtenir plus de moyens : *« Ces orientations devront être mises en œuvre en préservant les conditions de travail et de rémunération des personnels de l'Institut d'une part et en maintenant des moyens correspondant à l'exercice de ses missions d'autre part. »*

* et pour cause puisque tout a été fait pour bloquer le développement des énergies renouvelables non

radioactives et pousser à la sur-consommation électro-nucléaire

Notes :

(1) François Bugaut, Physicien des armes nucléaires issu de la Direction des applications militaires du CEA ([cv ici](#)), ancien directeur du centre de recherche et de production d'armes nucléaires de Valduc, en Côte-d'Or. Les précédents « délégués » étaient aussi issus de l'École polytechnique et de l'École des mines, intégré EDF, Areva, CEA

(2) https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_de_politique_nucl%C3%A9aire

(3)

<https://www.ecologie.gouv.fr/evolution-lorganisation-du-controle-et-recherche-en-radioprotection-et-sur-ete-nucleaire>

(4) Agnès Pannier-Runacher: diplômé de Hautes Etudes Commerciales, de l'ENA, de Science-Po, inspectrice des finances, directrice adjointe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) chargée de la stratégie et des finances et des acquisitions stratégiques, ainsi que du suivi actionnarial des filiales et participations stratégiques de la CDC (Accor, Veolia, Eiffage, Dexia, CNP Assurances, Icade, Transdev...), administratrice et présidente du comité d'audit du groupe de services maritimes Bourbon (de 2010 à 2018) notamment lors du placement en redressement judiciaire du groupe et de sa mise en examen en tant que personne morale pour « corruption d'agents publics étrangers ». Agnès Pannier-Runacher est la fille de Jean-Michel Runacher - ingénieur de l'École nationale des ponts et chaussées, ancien dirigeant de la société pétrolière Perenco, ancien vice-président de la banque Paris Bertrand Sturdza3 (ou banque Pâris Bertrand reprise par Rothschild & Co -, épouse à présent divorcée de Marc Pannier (condisciple à l'ENA), inspecteur des finances et actuellement président du conseil d'administration de Engie Global Markets, entité du groupe Engie.

Lors de la réforme des retraites de 2020, Agnès Pannier-Runacher compare le marché français de la retraite par capitalisation à une « boîte de Smarties » pour le fond vautours américain « BlackRock » et est accusée d'influencer le gouvernement français en faveur d'un système de retraite par capitalisation.

La source originale de cet article est coordination-antinucleaire-sudest.net

Copyright © Coordination anti-nucléaire Sud-Est, coordination-antinucleaire-sudest.net, 2023

Articles Par : Coordination anti-nucléaire Sud-Est

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

